



Nations Unies

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité

CS/11247

Aperçu des travaux du
Conseil de sécurité en 2013

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ A CONSACRÉ UNE LARGE PARTIE DE SES TRAVAUX EN 2013 AUX CRISES AFRICAINES ET À LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

De nouvelles missions ont été créées au Mali, en République centrafricaine et en Somalie

L'Afrique et le Moyen-Orient, en particulier le conflit syrien, ont, comme les années précédentes, largement dominé les activités du Conseil de sécurité en 2013.

/...

Sur la question israélo-palestinienne, l'année 2013 fut peut-être déterminante pour une solution à deux États. Les réunions mensuelles et les débats trimestriels se sont fait l'écho d'un regain d'espoir à partir de l'été, lorsqu'Israéliens et Palestiniens ont repris leurs négociations directes, après trois ans de blocage.

/...

MOYEN-ORIENT

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

- 12 séances publiques: [23 janvier](#), [26 février](#), [25 mars](#), [24 avril](#), [22 mai](#), [25 juin](#), [23 juillet](#), [20 août](#), [17 septembre](#), [22 octobre](#), [19 novembre](#), [16 décembre](#)

Voir « [Syrie](#) », « [Liban](#) »

Une « année décisive » pour une solution à deux États. La note d'espoir exprimée le [23 janvier](#) par le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, M. Robert Serry, allait trouver un écho à partir du mois d'août, au moment où Israéliens et Palestiniens avaient décidé de reprendre leurs négociations directes, après trois ans de blocage.

M. Serry avait ainsi pu constater, le [16 décembre](#), à l'occasion du dernier exposé mensuel de l'année sur la situation dans la région, que les deux parties sont désormais « engagées dans un effort sérieux en vue de parvenir à une solution négociée ». Si elles « prennent, avec l'appui effectif et continu de la communauté internationale, les mesures qui s'imposent pour aller au bout de ce qu'elles ont commencé cette année, avait-il déclaré, nous parviendrons, en 2014, à un moment de vérité ».

Jusqu'à ce mois d'août déterminant, les responsables de l'ONU et les États Membres n'ont eu de cesse, lors des différentes séances d'information ou débats, d'exhorter Israéliens et Palestiniens à reprendre leurs négociations directes le plus tôt possible et sans conditions. « Aucun effort international ne sera suffisant pour faire avancer les choses s'il n'y a pas la volonté nécessaire des parties », prévenait, en janvier, le Coordonnateur spécial.

Sur le terrain, les tensions s'étaient aggravées. Le [26 février](#), le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, M. Jeffrey Feltman, estimait que seuls « des efforts intensifiés par le Conseil et ses membres peuvent faire une différence significative tant qu'il est encore temps de le faire ». « La résignation n'est pas une option acceptable », soulignait-il, en déplorant l'impasse dans les négociations.

Néanmoins, M. Serry voyait, le [25 mars](#), avec la visite que le Président des États-Unis, M. Barack Obama, avait effectuée dans la région, une semaine plus tôt, une « ouverture pour développer une initiative politique sérieuse et importante », même si, selon lui, « les mois à venir ne seront pas faciles ».

Le [24 avril](#), nombre de délégations n'avaient pas hésité à qualifier cet élan de « tournant », de « leur d'espoir », de « développement majeur », tout en exhortant les deux camps à sortir du statu quo. « L'espoir né de la réaffirmation de l'engagement des États-Unis en faveur du Moyen-Orient doit être entretenu », dira M. Feltman. « Nous arrivons à un stade critique pour la viabilité du processus de paix, avait-il ajouté. »

Un mois plus tard, le **22 mai**, M. Serry appelait Israéliens et Palestiniens à saisir un « moment d'opportunité » capital. Le Coordonnateur spécial saluait les efforts entrepris par les États-Unis en vue de sortir Israéliens et Palestiniens de l'impasse, notamment à travers l'engagement personnel du Secrétaire d'État américain, M. John Kerry, qui venait d'effectuer sa quatrième visite dans la région.

« Une solution aux conflits au Moyen-Orient est possible si des engagements « courageux et mutuels » sont pris aux niveaux national, régional et international pour les régler non pas par la guerre ou la violence, mais par des moyens pacifiques, déclarait, le **25 juin**, le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, M. Oscar Fernandez-Taranco.

Le **23 juillet**, M. Serry se félicitait des efforts diplomatiques intenses menés depuis plusieurs mois par le Secrétaire d'État américain, lesquels avaient abouti, quelques jours plus tôt, à poser une base pour la reprise des négociations directes. « Des choix difficiles devront être faits des deux côtés », prévenait-il.

Un « point décisif » avait été atteint, qui ouvre désormais une « lueur d'espoir ». Le **20 août**, M. Fernandez-Taranco n'avait pas caché sa satisfaction en faisant état de la reprise des négociations directes entre Israël et la Palestine. « En dépit des troubles qui menacent plusieurs pays de la région, nous observons, enfin, des progrès en faveur du processus de paix au Moyen-Orient », lançait-il, en poursuivant: « Le défi qui se pose à présent pour les deux parties est de maintenir l'élan et de ne pas décevoir leur peuple respectif ».

Le **17 septembre**, M. Serry salue l'engagement « courageux » des dirigeants israéliens et palestiniens et invite la communauté internationale à aider les parties à aller de l'avant.

Le mois suivant, le **22 octobre**, le Conseil tenait son débat sous le signe des opportunités à saisir entre Israéliens et Palestiniens. « Une ouverture s'est dessinée au Moyen-Orient que la communauté internationale ne peut se permettre de gaspiller », avait affirmé M. Feltman. Au cours de ce débat, le représentant d'Israël avait assuré que son pays est prêt « à faire un compromis historique pour réaliser un État palestinien démilitarisé vivant côte à côte avec l'État juif d'Israël ».

Le **19 novembre**, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques devait alors avertir que « les conséquences d'un échec seraient catastrophiques tant pour les Israéliens que pour les Palestiniens », en demandant aux parties de faire preuve de constance dans leur engagement à faire aboutir le processus de négociation.

/...

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel